



<http://www.cgt.fr>
info@cgt.fr

12 septembre 2006

Salarié(e)s des entreprises du service public : tous ensemble, disons NON à la privatisation de Gaz de France

En annonçant la privatisation de Gaz de France, prélude à son mariage avec Suez, le gouvernement de notre pays fait le choix de franchir une nouvelle étape dans le processus de déréglementation et de démantèlement de ses services publics.

Seule une riposte de grande ampleur peut le dissuader d'aller au bout de ce projet. La mobilisation du plus grand nombre de salariés et d'usagers est un enjeu essentiel.

Cheminots, agents des industries électriques et gazières, des activités postales et de télécommunication, salariés des entreprises et services publics en réseau : nous sommes confrontés au même processus

Depuis plus de dix ans, si le calendrier d'ouverture à la concurrence des services publics en réseau est différent d'un secteur d'activités à l'autre, partout l'objectif d'ouverture totale des marchés est affirmé.

Partout ce processus est alimenté par la dynamique de privatisation de ces secteurs soumis à la libéralisation européenne.

Partout nous vivons avec beaucoup de souffrance, mais pas sans réagir, le glissement pernicieux d'usagers à clients, de tarif à prix, de nationalisation/étatisation à privatisation.

Partout les principes d'égalité, de solidarité, de péréquation tarifaire et territoriale, de continuité, d'adaptabilité sont mis à mal

pour être remplacés par des critères de rentabilité et de disparité de traitement entre les usagers.

Partout l'Europe libérale a imposé, à coup de directives, la désintégration des entreprises de service public, pour certains en séparant différentes entités de l'entreprise pour les rendre autonomes, pour d'autres en séparant les activités de réseaux de celles de commercialisation. L'objectif est de permettre aux entreprises concurrentes d'accéder de manière non discriminatoire aux réseaux.

Partout ces nouvelles formes d'organisations proposées sont complexes, moins efficaces et au total plus coûteuses que le système d'entreprises intégrées qui prévalait jusqu'alors.

Partout cette dynamique se traduit par des pressions insupportables sur l'emploi, les salaires, les garanties sociales et collectives. Dans chaque entreprise, une dynamique d'externalisation, de précarisation et de recentrage sur le cœur du métier est déclinée par des managers n'ayant plus le droit au chapitre.

L'énergie, la communication, les transports, l'éducation, la santé, la culture, etc. ne sont pas des marchandises. Ces droits fonda-

mentaux sont la cible des forces libérales en France et en Europe. Nous sommes, en tant que salarié(e)s du service public, au centre de ces enjeux économiques et politiques.

L'objectif est de permettre aux capitaux privés de toujours plus fructifier en venant dans ces nouveaux secteurs d'activité et ainsi de répondre aux exigences de plus en plus fortes émises par des actionnaires apatrides.

Cheminots, agents des industries électriques et gazières, des activités postales et de télécommunication, salarié(e)s des entreprises et services publics en réseau : nos exigences convergent

Partout nous luttons pour qu'un bilan objectif de la déréglementation soit réalisé sur la base d'indi-

cateurs larges et pertinents permettant aux salariés, aux usagers et aux élus de mesurer les conséquences négatives que cela produit sur les services, la tarification, la proximité, l'emploi, l'économie, l'environnement et la situation sociale.

Partout nous avançons des propositions pour rénover, moderniser, démocratiser le service public en octroyant des droits nouveaux aux usagers et aux salariés leur permettant de peser sur les critères de gestion de ces entreprises et services publics.

Partout, sous des formes diverses, nous agissons pour la construction d'une Europe sociale impulsant des coopérations industrielles plutôt que la guerre économique source de gâchis, de stagnation et d'affrontements nocifs aux dynamiques économiques à impulser pour répondre aux grands défis du millénaire et de l'avenir de la planète.

Pour l'ensemble de ces raisons, la Cgt appelle les salarié(e)s des entreprises du service public à se réunir et à examiner les formes de leur participation à la journée d'action de grève et de manifestation du 12 septembre, des électriciens et gaziers, proposée par l'intersyndicale (Cgt, Fo, Cftc, Cgc) pour s'opposer à la privatisation de Gaz de France et à l'ouverture totale des marchés du gaz et de l'électricité.

**Pour mes revendications, pour mes droits,
je me syndique**

avec

la
cgt

Gagner

c'est possible

Bulletin de contact et de syndicalisation

Je souhaite :

- prendre contact
 me syndiquer

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :

Bulletin à renvoyer à La Cgt, espace Qualité de Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex, téléphone : 01 48 18 84 72, fax : 01 48 51 51 80, e-mail : orga@cgt.fr.

